

UE/BS/IB

Le 28 mai 2013

M. Barroso
Président de la Commission européenne

Concerne: Plan d'action pour l'industrie sidérurgique européenne

Monsieur le Président,

IndustriAll European Trade Union accueille avec satisfaction la récente initiative de la Commission européenne, et en particulier des Commissaires Tajani et Andor, en vue de l'adoption de mesures au nom de l'industrie sidérurgique européenne. Nous avons également salué la rapidité du processus, qui a révélé la détermination à agir rapidement en faveur d'un secteur d'importance stratégique pour l'industrie manufacturière européenne, l'emploi et l'innovation technologique en Europe.

Le 16 mai, lors de la Table ronde de haut niveau, nous avons cependant vivement regretté le fait que le document officiel ne tenait pas ses promesses et qu'à ce stade, il ne favoriserait pas la réalisation du solide plan d'action que les syndicats européens attendaient.

Selon IndustriAll Europe, les principaux objectifs du futur plan devraient être les suivants:

- 1) Créer les conditions-cadres pour assurer la durabilité de l'industrie sidérurgique européenne à long terme. Cela signifie non seulement les conditions de la compétitivité mais aussi les conditions permettant de relever les défis liés à l'environnement, l'énergie et l'accès aux matières premières et de continuer à encourager des emplois de qualité, stables et sûrs.
- 2) Soutenir l'industrie sidérurgique – qui a été et continue d'être gravement frappée par la crise économique – afin de faire face au ralentissement économique. Depuis le début de la crise, à la fin de 2008, en termes de capacités de production, plus de 30 millions de tonnes (MT) ont été arrêtées dans l'industrie sidérurgique européenne et, sur ce chiffre, 20 MT sont déjà fermées de manière définitive. Notre principale préoccupation est d'assurer que l'avenir de l'industrie sidérurgique en Europe n'est pas menacé. Les installations de production qui ont été arrêtées et les hauts fourneaux qui ont été mis à l'arrêt pourraient très bien ne pas être remplacés ou remis en service. IndustriAll Europe pense que, lorsque la demande reviendra, l'économie de l'UE court un réel risque de devenir un importateur structurel d'acier.
- 3) Soutenir les travailleurs et les régions qui ont également été durement frappés par la crise, mais aussi les aider à améliorer la manière dont ils planifient et gèrent le changement. Des milliers d'emplois ont été sacrifiés et davantage encore restent menacés. En outre, on note une augmentation générale du nombre de travailleurs intérimaires, ce qui rend le transfert de compétences et de savoir-faire essentiels quasiment impossible. Cette situation affecte la qualité de la production et, dans certains cas, met la sécurité des salariés en danger.

Dans ce contexte, nous souhaitons souligner nos principales préoccupations et réitérer un certain nombre de revendications essentielles :

Le document officiel met l'accent sur la création de conditions-cadres afin d'assurer la durabilité du secteur sidérurgique à long terme. Il ignore la situation à court terme, c'est-à-dire l'impact de la crise et la nécessité de prendre des mesures urgentes (temporaires) pour soutenir le secteur.

Si nous voulons éviter que le secteur se contracte davantage et nous assurer qu'il reste un secteur stratégique pour l'industrie manufacturière européenne et pour l'emploi, des mesures urgentes doivent être prises :

- Le régime des aides d'état doit être adapté afin de garantir que l'industrie sidérurgique n'est pas pénalisée plus que d'autres secteurs ou matériaux. Des conditions équitables ont été mises en place dans le marché intérieur afin de garantir un accès égal aux aides d'état pour toutes les industries. Une attention particulière devrait être accordée à la possibilité de permettre aux mesures compensatoires temporaires de compenser les augmentations liées au SEQE dans les tarifs de l'électricité. La crise et les fortes contraintes budgétaires ont gravement compromis la possibilité d'indemniser les fabricants d'acier dans certains Etats membres, créant une situation inéquitable dans toute l'Europe.
- Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation ne devrait pas offrir de mesures ex-post mais se concentrer sur l'anticipation du changement, par exemple en facilitant l'introduction de nouvelles technologies et l'adaptation des travailleurs aux nouvelles technologies.
- L'élaboration de mesures temporaires bénéficiant d'un soutien public et/ou le renforcement des mesures existantes afin de faire face à la mauvaise conjoncture économique et d'assurer la rétention des travailleurs.

A long terme, l'accent doit être mis sur la transition du secteur vers une économie bas carbone/efficace en énergie. Etant donné que les matières premières et l'énergie sont la principale charge en termes de coûts, le défi consiste à découpler la production de l'utilisation des ressources naturelles et de l'énergie.

Efficacité des ressources et R&D

IndustriAll Europe soutient l'objectif général de lutte contre le changement climatique et les objectifs définis par l'UE. Nous pensons cependant qu'une attention particulière doit être accordée aux caractéristiques spéciales du secteur, en particulier celles qui ont trait aux limitations technologiques, ainsi qu'aux efforts qui ont déjà été accomplis.

En outre, pour atteindre les objectifs fixés et protéger l'Europe en tant que site d'emploi et de production industrielle durable, il faut investir davantage dans le développement des nouvelles technologies et des processus, et dans la modernisation des installations et des sites.

Le document officiel met à juste titre l'accent sur la contribution des produits/matériaux sidérurgiques aux réductions de CO2. En ce qui concerne les processus de production, avec les technologies actuelles, l'industrie est proche de ses limites et seules des technologies de pointe permettront d'obtenir des améliorations significatives. La R&D et les ressources

permettant de financer la R&D revêtent donc une importance essentielle. Dans ce contexte, industriAll Europe a proposé de créer un système européen de financement des investissements des technologies à faible teneur en carbone, à financer par les recettes que les Etats membres tirent des ventes de quotas du SEQE.

En règle générale, l'industrie sidérurgique européenne n'aura d'avenir que si les entreprises sont à la pointe des évolutions technologiques mondiales, en particulier l'application des dernières technologies de production relatives au CO2 et au rendement énergétique. C'est la raison pour laquelle industriAll Europe a proposé de créer un mécanisme européen de surveillance des émissions de CO2 et du rendement énergétique des aciéries. Nous regrettons vivement que cette proposition, qui faisait partie des recommandations de la Table ronde de haut niveau, n'ait pas été reprise dans le document officiel.

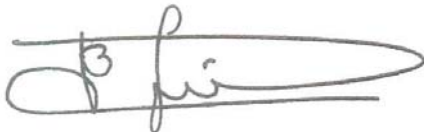
Emploi/compétences et adaptation des capacités

Le document officiel est très lacunaire en ce qui concerne les aspects sociaux et ne tient pas compte de la dimension cyclique de la crise. Le Plan d'action devrait garantir que le secteur sidérurgique a droit aux aides régionales et/ou aux aides d'état et que les fonds structurels doivent adopter une vision plus sectorielle dans leur mise en œuvre.

Si les entreprises ne recrutent pas, la mise en place d'un conseil sectoriel européen des compétences pour l'industrie sidérurgique sera inutile. Le problème du manque de compétences futures, principalement lié à la pyramide des âges, ne tient pas vraiment compte de la "perte" de savoir-faire et de compétences due à la restructuration, de l'absence de politique de recrutement dynamique, et du fréquent recours aux travailleurs intérimaires.

Dans ce contexte et au nom de tous les métallurgistes et de leurs représentants, industriAll Europe incite vivement l'ensemble de la Commission européenne à faire front commun pour soutenir l'adoption d'un plan d'action solide et ambitieux pour l'industrie sidérurgique européenne.

Sincères salutations



Bart Samyn
Secrétaire général adjoint

Copie: Vice-président Tajani
Commissaire Andor